

ACTION URGENTE

RUSSIE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DÉTENTION EN TCHÉTCHÉNIE

Le 9 janvier 2018, la police a arbitrairement arrêté le défenseur des droits humains tchétchène Oyoub Titiev. Il a été détenu au secret pendant plusieurs heures et est toujours en garde à vue pour des accusations de détention de stupéfiants forgées de toutes pièces. S'il est jugé et déclaré coupable, il risque jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Cet homme est un prisonnier d'opinion et doit donc être libéré immédiatement et sans condition.

Le 9 janvier 2018 dans la matinée, des agents de la police de la circulation ont arrêté et fouillé la voiture d'Oyoub Titiev, le directeur de la branche de Grozny, en Tchétchénie, de l'ONG Memorial. Un ami d'Oyoub Titiev, qu'il avait prévu de retrouver avant le travail, a été témoin de la scène. Cet ami a ensuite vu la voiture d'Oyoub Titiev garée dans la cour du poste de police de Kourtchaloï, et un policier lui a confirmé officieusement que le défenseur des droits humains y était détenu. Le téléphone portable d'Oyoub Titiev est toujours allumé mais il ne décroche pas lorsqu'on l'appelle.

L'avocat d'Oyoub Titiev s'est rendu au poste de police le matin même, mais la police a refusé de le laisser entrer et a nié détenir son client. La police n'a pas informé les proches d'Oyoub Titiev de son arrestation, ne l'a pas autorisé à contacter son avocat et l'a maintenu en détention au secret pendant plusieurs heures, enfreignant ainsi la loi. Ce n'est qu'après l'intervention de la médiatrice des droits humains de la Fédération de Russie et du président du Conseil présidentiel pour les droits de l'homme, à la demande des collègues d'Oyoub Titiev, que le ministre tchétchène de l'Intérieur a confirmé qu'Oyoub Titiev avait été arrêté lorsqu'« environ 180 grammes d'une substance avec une odeur de cannabis » ont été découverts lors d'une fouille de son véhicule. Oyoub Titiev est accusé de détention illégale de stupéfiants au titre de l'article 228 du Code pénal russe. S'il est déclaré coupable, il risque 10 ans d'emprisonnement.

L'avocat d'Oyoub Titiev n'a pu s'entretenir avec lui que vers 19 heures. Oyoub Titiev a nié ces accusations. L'audience pour déterminer s'il doit être placé en détention provisoire est prévue pour le 11 janvier. Amnesty International pense que les éléments de preuve contre Oyoub Titiev ont été forgés de toutes pièces et que la police l'a arrêté en vue de le réduire au silence et d'entraver son travail. Oyoub Titiev est un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour ses activités pacifiques de défense des droits humains, et il doit être libéré immédiatement et sans condition.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en russe ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer Oyoub Titiev immédiatement et sans condition et à abandonner toutes les charges retenues contre lui ;
- engagez-les à mener sans délai une enquête impartiale et efficace sur les circonstances ayant mené à l'arrestation arbitraire d'Oyoub Titiev, notamment sur les allégations selon lesquelles des « éléments de preuve » auraient été placés, et à amener les responsables présumés à rendre des comptes ;
- demandez-leur de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à la pratique des arrestations arbitraires, de la torture et des autres formes de mauvais traitements en Tchétchénie.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 FÉVRIER 2018 À :

Procureur de la République tchétchène
 Sharpuddi Muaidovich Abdul-Kadyrov
 Prosecutor's Office of the Chechen Republic
 Ul. Idrisova d. 42,
 Grozny, 36400
 Chechen Republic
 Russie
 Courriel : procurat-chech@mail.ru
Formule d'appel : Dear Prosecutor, /
Monsieur le Procureur,

Procureur général de la Fédération de Russie
 Yuriy Yakovlevich Chaika
 Prosecutor General's Office
 ul. B. Dmitrovka, d.15a
 125993 Moscow GSP- 3
 Russie
 Fax : +7495 987 58 41/ +7495 692 17 25
Formule d'appel : Dear Prosecutor General, /
Monsieur le Procureur général,

Président de la Fédération de Russie
 Vladimir Vladimirovich Putin
 ul. Ilyinka, 23
 103132 Moscow
 Russie
 Fax : +7 495 9102134
 Twitter @KremlinRussia @KremlinRussia_E
Formule d'appel : Dear President, / Monsieur
le Président,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

RUSSIE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DÉTENTION EN TCHÉTCHÉNIE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Oyoub Titiev travaille pour la branche de Grozny de l'ONG Memorial depuis plusieurs années et a fait l'objet de nombreuses menaces en raison de son travail de défense des droits humains. Il est devenu directeur de la branche de Grozny de l'ONG peu après l'homicide de la défenseure des droits humains et employée de Memorial Natalia Estemirova en 2009. Après son homicide, de nombreux membres du personnel de Memorial ont dû quitter le pays car ils craignaient pour leur vie, et Memorial a dû suspendre ses activités en Tchétchénie pendant cinq mois.

Ces derniers mois, Oyoub Titiev et d'autres collègues de Memorial travaillaient sur l'affaire de 27 Tchétchènes victimes d'une disparition forcée et abattus par la police dans la nuit du 26 janvier 2017. Le journal russe indépendant *Novaïa Gazeta* a beaucoup écrit sur ce sujet. Les collègues d'Oyoub Titiev pensent que sa détention est une tentative des autorités d'entraver son travail légitime de défense des droits humains.

En 2014, une affaire pénale pour des accusations de possession de stupéfiants forgées de toutes pièces a été ouverte contre le militant tchétchène de la société civile Rouslan Koutaev (AU 66/14). Son procès a été entaché de nombreuses violations du droit à un procès équitable. Pendant qu'il était en garde à vue, Rouslan Koutaev a été victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Les demandes de ses avocats d'ouvrir une enquête sur les allégations de recours à la torture contre le militant ont été rejetées. En juillet 2014, malgré les éléments accablants prouvant son innocence, Rouslan Koutaev a été déclaré coupable et condamné à une peine de quatre ans d'emprisonnement, réduite de deux mois en appel en octobre 2015. Rouslan Koutaev a purgé sa peine et a été libéré le 20 décembre 2017. Amnesty International a fait campagne sur le cas de Rouslan Koutaev et l'a déclaré prisonnier d'opinion.

Nom : Oyoub Titiev
Homme

AU 5/18, EUR 46/7702/2017, 10 janvier 2018